

# FAIRE PROGRESSER L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES EN AFRIQUE

Bilan des progrès accomplis et orientation  
des travaux futures du partenariat du G7





# NOTE D'INTRODUCTION

À travers l'Afrique, les services financiers numériques sont devenus une porte d'entrée essentielle vers des opportunités économiques. Pour des millions de femmes, ils représentent un levier vers une plus grande autonomie financière et une participation accrue à l'économie formelle. C'est pourquoi, en 2019, sous la présidence française du G7, le ministère de l'Économie, des Finances, et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique a lancé, aux côtés de la Fondation Gates, **le Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique (G7P)**, une initiative ambitieuse visant à libérer le potentiel transformateur des services financiers numériques pour les femmes sur tout le continent. Ce partenariat a contribué à élargir l'accès des femmes à ces outils et a soutenu la création d'un écosystème pour un changement durable.

Sept ans plus tard, ce partenariat incarne la force de l'action collective. Il s'inscrit pleinement dans l'agenda de la diplomatie féministe du gouvernement français, ainsi que dans notre approche de partenariats mutuellement bénéfiques, promue lors de notre présidence du G7 en 2026.

Pourtant, des obstacles persistants empêchent encore de nombreuses femmes de tirer pleinement parti de la transformation numérique en cours sur le continent. L'évènement que nous organisons le 23 juin à Paris, offre l'opportunité de dresser un bilan des progrès accomplis, mais aussi de partager les enseignements tirés, d'identifier les défis restants et de renouveler notre engagement commun pour y répondre.

Pour accompagner les échanges, ce livret comprend:

- Une présentation de l'état actuel de l'inclusion financière des femmes, étayée par des données concrètes.
- Des témoignages inspirants issus du terrain, illustrant l'impact réel de l'inclusion financière numérique.
- Un éclairage sur les efforts collaboratifs de nos partenaires divers, tous représentés dans ce livret.

Ensemble, nous traçons une vision pour l'avenir, afin que nos actions restent ciblées, qu'elles aient de l'impact et qu'elles soient alignées sur les besoins évolutifs des femmes en Afrique.

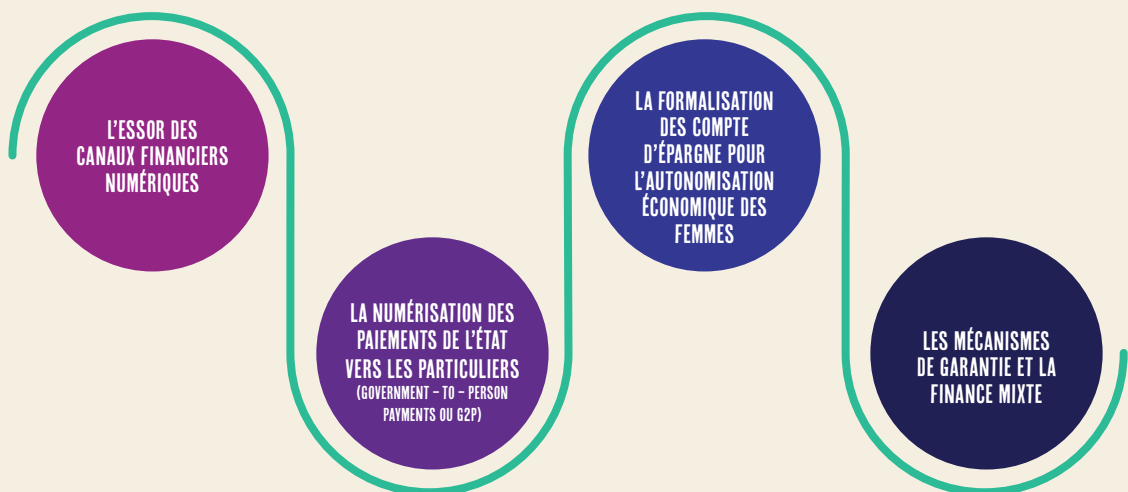
– **MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE**

# L'ÉTAT DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES

L'inclusion financière des femmes en Afrique a connu des progrès significatifs au cours de la dernière décennie :

- L'accès aux comptes bancaires pour les femmes s'est considérablement élargi ;
- Les obstacles à l'entrée ont été largement réduits ;
- La capacité des femmes à effectuer des transactions de manière autonome et à recevoir des fonds directement s'est nettement améliorée.

Ces progrès ont été rendus possibles par quatre leviers interdépendants :



Néanmoins, en Afrique, **les progrès significatifs en matière d'accès ne se sont pas encore traduits** par des avancées proportionnelles en termes de propriété d'actifs, d'emploi formel ou de croissance entrepreneuriale.



Poursuivre cette dynamique est essentiel pour surmonter les obstacles structurels qui entravent ces résultats. Ces barrières varient selon les pays, mais leur impact reste tout aussi marqué dans les deux sous-régions.

### Afrique subsaharienne

L'argent mobile favorise l'autonomisation des femmes, mais l'accès limité aux appareils électroniques, le manque de pièces d'identité officielles et l'isolement géographique ralentissent les progrès. .

Bien que 58 % des adultes disposent désormais d'un compte en 2024,

L'ÉCART DE GENRE EN MATIÈRE  
D'INCLUSION FINANCIÈRE PERSISTE À

**12** POINTS DE  
POURCENTAGE

— TANDIS QUE —

L'ÉCART DANS L'UTILISATION DES  
PAIEMENTS NUMÉRIQUES S'EST ÉLARGI À

**11** POINTS DE  
POURCENTAGE

les avantages de l'expansion de l'argent mobile bénéficiant principalement les hommes.

### Afrique du Nord

Les canaux numériques, portés par les banques et les services postaux, ont généré des gains limités. Les normes sociales et les lois discriminatoires en matière de propriété foncière freinent également les femmes. Une participation extrêmement faible des femmes sur le marché du travail ajoute des couches supplémentaires d'exclusion que les infrastructures numériques et les mécanismes de garantie ne suffisent pas à résoudre à eux seuls.

La région affiche les écarts les plus importants en matière d'inclusion financière sur le continent, avec des disparités pouvant atteindre jusqu'à

**34** POINTS DE  
POURCENTAGE.

La prochaine génération d'interventions doit aller au-delà des progrès ponctuels en matière d'accès pour s'orienter vers des réformes systémiques et coordonnées. Il est crucial de combler les écarts en matière d'infrastructures et d'identité, qui excluent de manière disproportionnée les femmes, tout en faisant avancer les réformes nationales sur la participation des femmes au marché du travail et la propriété des actifs, afin que l'accès financier se traduise par un véritable pouvoir économique.



# RÉFLEXIONS DE LA CGAP : VERS L'AVENIR

**La fenêtre d'action est ouverte — mais elle se referme.**

**Le travail pour l'inclusion financière des femmes doit évoluer et passer au-delà d'une concentration sur l'accès à une concentration sur un système financier réellement utilisable par les femmes**, où les services financiers soutiennent activement leur croissance et les protègent contre les reculs. Ces obstacles sont structurels et ne peuvent être résolus par des interventions isolées ou limitées. Alors que les financements dédiés à l'inclusion financière des femmes diminuent et que les crises convergentes — climat, dette, santé — pèsent de manière disproportionnée sur elles, nous devons agir simultanément sur trois fronts.

**Premièrement, il faut des infrastructures de données qui rendent visible la valeur économique des femmes.** Les écarts de genre en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord ne sont pas seulement des problèmes d'accès. Ce sont des problèmes de mesure. Des données ventilées par genre, des systèmes de finance ouverts et des modèles d'évaluation de crédit alternatifs — basés sur les historiques de transactions de monnaie mobile ou des groupes d'épargne — pourraient transformer radicalement la manière dont les institutions évaluent la solvabilité des femmes et éliminer le risque perçu qui justifie aujourd'hui le recours aux garanties.

**Deuxièmement, il faut des instruments de réduction des risques plus intelligents, conçus pour stimuler des réformes institutionnelles intentionnellement axées sur le genre**, et non simplement pour prouver la viabilité économique.

Les garanties et la finance mixte doivent intégrer des conditions de performance ciblant les femmes à faible revenu, ainsi que des exigences pour les banques afin qu'elles développent des capacités internes durables pour servir les femmes selon leurs besoins réels.





Troisièmement, il faut des plateformes nationales qui lient l'équité financière des femmes à l'environnement économique et politique plus large. Il s'agit d'associer explicitement l'inclusion financière des femmes à la participation au marché du travail, aux réformes foncières et d'héritage, ainsi qu'aux systèmes d'identification nationale, afin que les conditions macroéconomiques favorisant leur pouvoir économique soient intégrées dans l'agenda de l'inclusion.

Ces trois axes reposent sur un engagement des dirigeants nationaux et mondiaux à réduire l'impact des normes de genre sur les systèmes financiers. Les obstacles sociaux, documentés par des preuves tangibles — comme le contrôle des paiements de l'État vers les particuliers par des parents masculins, l'inéligibilité des femmes aux garanties en raison de lois successorales discriminatoires, ou encore les attentes culturelles limitant leur gestion financière autonome — ne pourront pas être surmontés par la seule conception de produits financiers.

Ce changement dépend de champions et d'acteurs du changement qui considèrent ces fondamentaux non pas comme des ajouts idéaux, mais comme les piliers sur lesquels repose une inclusion durable.

Les infrastructures existent, les preuves sont claires, et le coût de l'inaction est supporté, intégralement, par les femmes.



L'initiative DigiFI (Digital Identification and Finance Initiative) de J-PAL Africa produit des preuves rigoureuses sur la manière dont les systèmes de paiement numérique et les réformes d'identification peuvent améliorer la vie des femmes africaines.

DigiFI œuvre pour combler le fossé entre les preuves et les réformes en finançant des évaluations randomisées à travers l'Afrique subsaharienne, en soutenant des chercheurs africains, et en transformant les résultats en recommandations politiques concrètes et actionnables.

## RESSOURCES

- [Digital financial services to improve formalized access and inclusion](#)
- [Empowering women through mobile money in Tanzania](#)
- [Information Provision via Mobile Phones to Increase Mobile Banking in Ghana](#)

## FOCUS

Le programme African Scholars de DigiFI a créé un vivier de recherches menées par des Africains sur les services financiers numériques et la gouvernance, en plaçant l'expertise locale au cœur de l'agenda de production de preuves. 60 % des projets financés par DigiFI sont dirigés par des chercheurs africains, avec plus de 25 projets soutenus par des universitaires dans son portefeuille.

Ce modèle a essaimé au-delà de DigiFI : il inspire désormais des programmes de soutien aux chercheurs dans d'autres initiatives de J-PAL, telles que l'emploi, l'éducation, le climat et la protection humanitaire. Cela prouve qu'investir dans le leadership africain en matière de recherche génère des retombées bien au-delà d'une seule initiative.



Les systèmes financiers numériques recèlent un potentiel transformateur pour l'inclusion financière des femmes en Afrique – à condition que les preuves guidant leur conception soient rigoureusement produites, ancrées dans les réalités africaines et intégrées dans l'élaboration des futurs programmes et politiques.

**ABDOULAYE NDIAYE** – DIRECTEUR DE PROJET, DIGIFI



**Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) contribue à créer les conditions d'investissement et réglementaires nécessaires pour renforcer l'inclusion financière des femmes en Afrique, en débloquant des capitaux pour des services financiers numériques adaptés à leurs besoins.**

**Le Fonds soutient le Partenariat du G7 en accompagnant les décideurs politiques pour éliminer les obstacles structurels à l'inclusion financière numérique des femmes (Women's Digital Financial Inclusion ou WDFI). Il travaille aux côtés des prestataires, des investisseurs et de la société civile pour créer des marchés sûrs, permettant aux femmes de bénéficier pleinement de la finance numérique à grande échelle.**

## RESSOURCES

- [Gender disaggregated data mapping tool](#)
- [Guide: Create an advisory panel or working group](#)

## FOCUS

L'un des principaux obstacles à l'investissement dans les PME dirigées par des femmes ou favorisant l'inclusion financière numérique des femmes (WDFI) réside souvent dans l'absence de cadres réglementaires clairs. Ces cadres sont essentiels pour rendre le marché lisible, sécurisé et attractif pour les capitaux, permettant ainsi un environnement plus transparent, crédible et incitatif pour les investisseurs.

En Afrique centrale, une région où près des deux tiers des femmes restent exclues de

la finance formelle, l'UNCDF a réuni plus de 35 organisations de la société civile issues des six pays de la région, aboutissant à 23 recommandations adressées aux régulateurs nationaux et régionaux.

En Afrique de l'Est, l'UNCDF a identifié les contraintes politiques qui alimentent les perceptions de risque chez les prestataires financiers, menant à des réformes réglementaires visant à réduire le coût du capital tout en intégrant des protections numériques dans les services financiers.



**Pionnières de l'économie informelle, les femmes doivent être protégées numériquement pour pouvoir prospérer économiquement. La protection des consommateurs est essentielle pour renforcer leur pouvoir économique, réduire les inégalités, consolider le tissu socio-économique, gagner en autonomie et éradiquer la pauvreté.**

**DELPHINE NOUIND – CAMEROON**  
(Fondatrice de HISSIS, organisation qui soutient les femmes rurales engagées dans la transformation et le commerce agricole)



La Better Than Cash Alliance est un partenariat hébergé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), réunissant des gouvernements, des acteurs du secteur privé ainsi que des organisations régionales et internationales, qui promeut la transition des paiements en espèces vers des paiements numériques responsables. Guidée par ses membres, l'Alliance veille à promouvoir des alternatives aux espèces qui soient responsables, dignes et accessibles à tous, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux communautés insuffisamment desservies. D'ici à 2030, la Better Than Cash Alliance ambitionne de favoriser l'adoption durable de paiements numériques responsables par les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi que par les communautés financièrement exclues opérant au sein de chaînes de valeur informelles largement dominées par les espèces en Afrique, afin de leur permettre de participer plus pleinement à l'économie numérique.

## RESSOURCES

- [UN Principles for Responsible Digital Payments](#)
- [Reaching Financial Equality for Women \(2023 edition\)](#)
- [Digital Financial Inclusion For the Success of the One African Market](#)

## FOCUS

En partenariat avec la Tea Association of Malawi (TAML), la Better Than Cash Alliance accompagne la transition des paiements en espèces vers les paiements numériques pour les travailleurs des plantations de thé et les petits exploitants agricoles. Cette initiative vise à produire des données sur les facteurs favorisant l'adoption et l'utilisation durable des comptes financiers formels, puis à les traduire en réformes des politiques publiques, en normes sectorielles et en modèles évolutifs pouvant être déployés par les gouvernements et les acteurs du marché.

Les premiers résultats sont encourageants : à ce jour, environ 12 000 travailleurs et agriculteurs ont reçu leur rémunération par voie numérique, dont 26 % du montant total des salaires versés l'ont été à des femmes. L'initiative vise désormais à numériser 50 % des plantations de thé et à toucher plus de 75 % de la main-d'œuvre du secteur du thé au Malawi, élargissant ainsi l'accès aux services financiers formels et réduisant la dépendance à l'égard de mécanismes de crédit informels souvent coûteux.



Les femmes africaines sont déjà à l'avant-garde du changement au sein de leurs ménages, de leurs entreprises et de leurs communautés. La Better Than Cash Alliance collabore avec ses partenaires pour lever les obstacles structurels afin que les paiements numériques responsables soient accessibles et effectivement utilisés, contribuant ainsi à élargir l'inclusion financière à grande échelle.

**NSHUTI MBABAZI – DIRECTRICE DE LA BETTER THAN CASH ALLIANCE**



# BANQUE MONDIALE – INITIATIVE SUR LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES NUMÉRIQUES (DIGITAL PUBLIC INFRASTRUCTURE OU DPI) ET LES SERVICES

La Banque mondiale, organisation internationale de développement regroupant 189 pays membres, constitue l'une des principales sources de financement et d'expertise au service des pays en développement. Au cours de la dernière décennie, ses initiatives Identification for Development (ID4D) et Government-to-Person Payments (G2Px) ont soutenu la transformation numérique dans plus de 80 pays, au bénéfice de plus de 550 millions de personnes, notamment dans les domaines de l'identification, des paiements numériques, de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique des femmes. S'appuyant sur cette expérience, la Banque mondiale a lancé en 2025 son unité chargée des infrastructures publiques numériques (DPI) et des services, afin d'aider les pays à mettre en place des infrastructures publiques numériques sûres et inclusives, intégrant dès leur conception une approche centrée sur les besoins et les réalités des femmes.

## FOCUS

Au Nigéria, l'appui apporté à l'adoption des systèmes d'identification fondamentaux a permis de faire passer le nombre d'inscriptions au Numéro national d'identification (National Identification Number ou NIN) de 37 millions en 2019 à 112 millions en 2026. Les contributions de la Banque mondiale comprennent notamment l'appui à l'élaboration de la Loi sur la protection des données de 2023, une assistance technique à la mise en place d'un

nouveau système de gestion de l'identité, ainsi que l'intégration du NIN au Registre social.

Ces avancées ont permis de faciliter les paiements de protection sociale et l'accès à des comptes financiers numériques pour 13 millions de Nigériens pauvres et vulnérables. Elles ont également offert aux femmes auparavant exclues un accès direct aux services financiers formels, constituant ainsi une porte d'entrée vers l'inclusion financière.



L'identité légale constitue le point de départ de la participation économique des femmes. Sans elle, il n'y a ni compte bancaire, ni paiement numérique, ni emploi formel, ni accès aux services publics. Continuons à travailler ensemble pour faire en sorte que chaque femme qui obtient une pièce d'identité se rapproche un peu plus des opportunités et de l'avenir auxquels toute femme a droit.

**STELA MOCAN** – DIRECTRICE PAR INTÉRIM, INFRASTRUCTURES PUBLIQUES NUMÉRIQUES (DPI) ET SERVICES  
BANQUE MONDIALE



## RESSOURCES

- [Ten Years of Impact: Putting People at the Center of Digital Transformation](#)
- [Digital Public Infrastructure and Development: A World Bank Group Approach](#)
- [Next Generation G2P Payments: Building Blocks of a Modern G2P Architecture](#)
- [ID Meets Instant: Enabling Trusted, Inclusive Fast Payments through Digital ID](#)

La Africa Digital Financial Inclusion Facility (ADFI) est un fier membre du G7P et contribue à l'objectif commun de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes et de promouvoir l'égalité socio-économique grâce au développement de solutions financières numériques, avec une attention particulière portée aux infrastructures et aux systèmes de paiement.

S'appuyant sur la présence continentale de la Banque africaine de développement, ADFI, fond multi donateurs, collabore avec des partenaires nationaux, régionaux et internationaux afin de stimuler le développement des infrastructures numériques, l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires favorables, ainsi que l'innovation en matière de produits et services financiers.

## RESSOURCES

- [Investing in innovative research approaches to understand and address barriers to financial inclusion for women | Africa Digital Financial Inclusion Facility](#)

## FOCUS

ADFI investit dans des approches innovantes en matière de recherche et développement, telles que la conception centrée sur l'humain, afin de mieux comprendre les obstacles à l'utilisation des solutions financières numériques. Les participants sont au cœur du processus et co créent des produits et services adaptés et inclusifs, adaptés aux zones les plus reculées.

Cette approche a permis de développer des offres groupées de micro-assurance pour les agricultrices au Kenya, au Nigeria et en Zambie, avec 1,5 million d'agriculteurs inscrits, dont 50 % de femmes ; des solutions de crédit numérique pour les femmes exerçant un commerce informel au Kenya ; et la mise en place de réseaux d'agents de paiement mobile féminins au Nigeria afin de surmonter les normes culturelles et sociales qui limitent les contacts avec les hommes.



ADFI reconnaît que lorsque les femmes ont accès à des services financiers, elles peuvent s'épanouir, en créant des entreprises, en épargnant pour l'avenir et en soutenant leurs communautés. Dans le contexte socio-économique actuel, il n'a jamais été aussi urgent de combler l'écart entre les sexes en matière de finance numérique en Afrique. En collaboration avec ses partenaires du G7P, l'ADFI plaide en faveur de systèmes de paiement interopérables et d'outils numériques adaptés qui aident les femmes à réaliser pleinement leur potentiel économique.

**SHEILA OKIRO** – COORDINATRICE D'ADFI, BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



L'AFD est une institution financière publique qui met en œuvre la politique française en matière de développement et de solidarité internationale, en finançant le développement durable dans les pays vulnérables, les pays à revenu intermédiaire et les territoires d'outre-mer français. En Afrique, l'AFD favorise l'inclusion financière des femmes par le biais de prêts, de subventions, d'assistance technique et de garanties, en partenariat avec banques publiques africaines, des institutions financières et des initiatives telles que la Africa Digital Financial Inclusion Facility (ADFI) afin de favoriser l'accès au crédit, aux services financiers numériques, à l'entrepreneuriat et à des écosystèmes financiers inclusifs. En soutenant les entreprises dirigées par des femmes et l'innovation financière numérique, l'AFD contribue à l'autonomisation économique, à la croissance inclusive et à la résilience à travers l'Afrique.

## RESSOURCES

- [How Can Financial Inclusion for the Most Vulnerable Help Achieve the SDGs?](#)
- [Advancing equality: how AFD supports women's rights.](#)

## FOCUS

L'égalité des sexes est une priorité transversale de la stratégie du Groupe AFD : depuis 2023, plus de 45 % des financements de l'AFD en Afrique intègrent un objectif d'égalité des sexes. En Égypte, le programme de soutien aux femmes entrepreneures de l'AFD, mis en œuvre en collaboration avec le MSMEDA entre 2020 et 2024, a combiné des lignes de crédit et une assistance technique pour un montant

total de 9,53 millions de dollars pour favoriser l'autonomisation économique des femmes. En juin 2024, le programme avait soutenu plus de 18 000 entreprises dirigées par des femmes, créé plus de 33 000 emplois permanents, renforcé l'autonomie économique des femmes et favorisé la mise en place d'écosystèmes financiers sensibles au genre.



L'inclusion financière des femmes n'est pas seulement une question d'égalité – c'est aussi un puissant moteur de résilience économique, d'entrepreneuriat et de développement durable à travers l'Afrique. À l'AFD, nous nous engageons à soutenir des systèmes financiers plus inclusifs, durables et adaptés aux besoins des femmes entrepreneurs et des populations défavorisées.

**AUDREY BRULE-FRANCOISE** – RESPONSABLE DE LA DIVISION DES SYSTÈMES FINANCIERS, AFD



# CONCLUSION

L'histoire du Partenariat du G7 est une histoire de progrès extraordinaires et de persévérance.

Depuis sept ans, des partenaires issus de tous les secteurs se sont rassemblés autour d'un objectif commun : permettre aux femmes d'Afrique d'accéder aux services financiers numériques et d'en tirer pleinement profit.

Les exemples présentés dans ce livret illustrent ce qui est possible lorsque recherche, politiques publiques, investissements et mise en œuvre agissent de concert. Ils montrent aussi que le travail est loin d'être terminé. Si des avancées significatives ont été réalisées pour élargir l'accès, l'autonomisation économique réelle des femmes exigera des efforts soutenus pour lever les obstacles structurels qui limitent encore leurs opportunités.

En tant que secrétariat du Partenariat du G7, GRID Impact est honoré de soutenir cette communauté de partenaires et de contribuer à capitaliser sur les enseignements tirés de leurs actions. Nous sommes convaincus que le progrès s'accélère lorsque les connaissances sont partagées, les preuves accessibles et les praticiens capables d'apprendre les uns des autres. Pour faciliter cela, nous encourageons les lecteurs à explorer le Hub pour l'inclusion financière des femmes, qui rassemble des recherches, des outils pratiques, des études de cas et une boîte à outils de suivi, apprentissage et évaluation conçue pour aider les décideurs, les prestataires de services financiers et les praticiens à faire avancer l'inclusion financière des femmes.

Les réalisations du partenariat appartiennent à tous ceux qui y ont contribué, et son avenir dépendra de ce même esprit de collaboration, d'apprentissage et d'ambition partagée qui nous a menés jusqu'ici. Ce travail se situe au cœur d'un effort de longue haleine : au-delà de l'élan du lancement, mais encore loin de la ligne d'arrivée. C'est précisément ici, dans le travail exigeant de la mise en œuvre et de l'amélioration continue, que le progrès se construit et que la coopération prend tout son sens.

Nous vous en sommes reconnaissants.

– GRID Impact  
[www.gridimpact.org](http://www.gridimpact.org)





